

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
38 – 15 février 2021



| Forêt noire |

Un peu moins de deux ans ont passé depuis le bel incendie de la cathédrale Notre-Dame-de-Paris, et beaucoup gardent peut-être un souvenir ému des flammes iconoclastes dansant sur ses charpentes, jusqu'à provoquer l'effondrement de sa flèche, qui pour une fois illuminait quelque chose. L'immonde édifice religieux incarnant si bien la continuité de l'oppression à travers les siècles, avait certes échappé de peu au courroux des communards armés de barils de pétrole, mais n'avait rien pu faire face à la modernité trompeuse de la fée électricité.

En ce mois de février boueux, quelque part dans le massif de Conches-Breteuil (Eure), à la lisière des communes de La Vieille-Lyre et des Baux-de-Breteuil, une poignée d'experts forestiers et d'architectes bottés arpente les sentiers en quête d'arbres singuliers. Ils scrutent, mesurent, inspectent, sélectionnent, poinçonnent puis marquent d'un point rouge une vingtaine de géants. Ces arbres dont le pourtour affiche jusqu'à 90 centimètres de diamètre sont tous des chênes remarquables âgés de

cent à deux cents ans. Ils doivent être abattus d'ici fin mars avec un millier de leurs semblables sur tout le territoire (de l'Orne au Jura), afin que la charpente de la nef et du chœur de l'odieuse cathédrale puisse être reconstruite à l'identique, selon la promesse du monarque de service aux bigots éplorés. Ah, mais c'est que la notion de patrimoine – cette invention étatique destinée à trier ce qui peut être démolie du reste, est sacrée. Et qu'importe si cette flèche n'était qu'un ersatz ajouté au XIXe siècle ou que la fameuse charpente médiévale avait été façonnée avec les moyens du bord, soit avec de jeunes et ordinaires porteurs de glands. Désormais, la Rrrépublique exige au contraire du grain fin, du sans-nœud, du bien droit, du pluricentenaire même, pour tenter de redorer le blason calciné du crapaud de Nazareth.

Les forêts, qu'un premier coup d'œil urbain pourrait ne voir que comme une agréable suite d'arbres entrecoupée de sentiers, sont l'objet depuis plusieurs décennies d'une transformation accélérée. Et ce n'est pas

31/12, Keltern (Allemagne).
Dans le Bade-Wurtemberg, une antenne-relais des opérateurs O2 (*Telefonica*) et 1&1 est ravagée par les flammes vers 19h30. L'incendie a directement pris au niveau des câbles.

31/12, Munich (Allemagne).
En Bavière peu après 19h, des inconnus sabotent plusieurs bornes de raccordement électrique, coupant internet et du téléphone dans le quartier de Neuperlach.

JANVIER 2021

2/1, Wiesbaden (Allemagne).
En Hesse, une antenne-relais de *Telekom* part en fumée vers 15h à côté d'un chemin de randonnée au milieu de la forêt. Son local et ses câbles sont calcinés.

11/1, Eisenach (Allemagne).
En Thuringe, le bar de fachos *Bull'sEye* est attaqué dans la nuit par un petit engin explosif qui ravage ses vitres et une partie de son stock. Un tag «*Fight nazis everyday*» suivi du symbole féministe est laissé sur sa façade.

15/1, Lepizig (Allemagne).
En Saxe, une fourgonnette du constructeur de prisons *Spie*, notamment chargé de celle de Zwickau, part en fumée après que des inconnus aient brisé une vitre puis placé un engin incendiaire à l'intérieur.

15/1, Madrid (Espagne).
Quelques anarchistes revendiquent leurs sorties nocturnes précédentes contre les principales entreprises d'électricité : plusieurs vitres de leurs agences brisées et taguées, ainsi que deux véhicules électriques d'*Iberdrola* incendiés. «*Dans chaque révolte, dans chaque lutte offrant la possibilité*

tout à fait un hasard si les premiers chênes de 180 ans marqués de rouge sont en réalité un don pieu à l'État de leur légitime propriétaire, l'assureur *Groupama*. Troisième plus grand proprio privé de forêts avec 22 000 hectares «*en portefeuille*», comme ont dit chez les requins, il est en compétition avec son confrère *Axa* qui en possède 41 000 hectares (y compris en Finlande et en Irlande). Mais pourquoi de grandes compagnies d'assurances se mettraient-elles à racheter frénétiquement des millions d'arbres, si ce n'est, comme on s'en doute, pour autre chose qu'un attrait soudain pour la photosynthèse ? En plus d'offrir un avantage fiscal aux clients comme à leurs héritiers, les forêts représentent à leur yeux un modèle d'investissement à long terme, aussi stable que juteux. Un bon placement de base, en somme, où une simulation algorithmique depuis la graine sélectionnée en pépinière jusqu'à la coupe à blanc trente ans plus tard, sur des espèces de résineux robustes qui poussent vite et de manière uniforme, permet de calculer l'évolution du diamètre d'arbres tous du même âge et de même hauteur, en estimant un rendement final lors de leur «*récolte*». Le tout boosté aux herbicides et aux pesticides, ça va de soi. Dès lors, le fait que 3% des propriétaires privés possèdent aujourd'hui 50% de la surface forestière du pays, et que parmi eux se trouvent trois banques (*Société générale, Crédit agricole, Caisse d'Épargne*), les deux assureurs précités, ou le groupe *Louis-Dreyfus* spécialisé dans le négoce et la spéculation sur les matières premières agricoles, n'est plus une surprise.

Pour favoriser leurs affaires, il y a eu tout d'abord la politique étatique menée de 1946 à 1999 par le *Fonds forestier national* (FFN), chargé du «*reboisement*» et du «*désenclavement*» des forêts, c'est-à-dire concrètement de les *enrésiner* puis de les aménager pour favoriser l'accès aux camions grumiers. Pendant ces cinquante années, l'État a ainsi transformé drastiquement les massifs, en plantant 83% de résineux sur deux millions d'hectares : pin maritime dans le sud, pin *Douglas* et épicéa de *Sitka* venus d'Amérique du Nord partout ailleurs. C'est comme cela que l'administration a poussé à ce que près de la moitié des forêts hexagonales soient désormais non seulement constituées de peuplements monospécifiques (et un tiers supplémentaire avec seulement deux essences), mais aussi que plus de 80% des nouvelles plantations continuent de se faire en monoculture de résineux.

Ensuite, il y a eu l'arrivée opportune de nouveaux engins forestiers à partir des années 90, nommés *abat-*

teuses, permettant de tronçonner la base du tronc, de le saisir, de l'ébrancher, de le débiter en grumes standardisées de six mètres puis d'entasser ces dernières dans un porteur, et le tout en moins d'une minute par arbre. Arrivées des pays nordiques, elles étaient bien entendu déjà adaptées aux résineux et aux bouleaux, au long tronc cylindrique s'élevant sans accroc vers le ciel, contrairement à ces damnés feuillus (chêne, hêtre, orme, frêne, charme, merisier, châtaigner) dont les branches et feuillages commencent bien trop bas pour elles, et poussent de toute façon trop lentement pour atteindre le seuil de rentabilité désiré.

Rajoutons enfin à ce tableau que les changements climatiques provoqués par cette même industrialisation causent depuis quelques années toujours plus de tempêtes ravageuses pour les forêts ainsi que des successions de périodes de sécheresses qui déciment certains massifs, permettant d'accélérer encore les coupes à blanc de parcelles entières pour les remplacer par des plantations intensives. Et sans même parler du bois-énergie, avec les transformations des vieilles centrales à charbon en usines à biomasse pour produire de l'électricité à flux constant : 13 millions de tonnes de bois ont par exemple été brûlées en 2018 (dont 80% importées d'Amérique du Nord, des pays baltes et du Portugal) pour alimenter l'ex plus grande centrale thermique au charbon d'Europe, celle de Drax en Angleterre. Et d'ailleurs, quel est le nom de la société qui va s'implanter sous peu à Fessenheim, cette ville alsacienne où la première centrale du parc nucléaire a été mise définitivement à l'arrêt ? *Européenne de biomasse*, en droite ligne avec l'augmentation de 34 % entre 2005 et 2018 du recours à la biomasse forestière pour produire de la dite énergie verte.

Bien sûr, l'industrialisation des forêts n'est pas nouvelle, comme en témoigne par exemple celle des Ardennes, où après avoir été décimée par une métallurgie extrêmement gourmande en charbon de bois pour ses hauts fourneaux, elle a ensuite été largement replantée à partir de 1850 en *épicias des Carpates*. Leur croissance rapide en plans serrés produisant des troncs rectilignes était en effet parfaite pour étayer les galeries des nouvelles mines de charbon, pour renouveler les pilotis soutenant les grandes villes des Pays-Bas, puis pour servir de poteaux aux lignes électriques et téléphoniques. Face à ce progrès qui réduit les forêts comme l'ensemble du vivant à une simple matière exploitable, on peut alors se souvenir d'avril 2015, lorsque des inconnus avaient sa-

de la déborder, nous chercherons la complicité et la solidarité. En exprimant cette dernière par l'attaque » concluent-ils.

17/1, Ittre (Belgique).
Dix-huit prisonniers refusent de réintégrer les cellules après une sortie au préau pour protester contre les restrictions liées aux mesures anti-covid. Les mutins ont réussi à casser le mur séparant deux des quatre préaux, détruisant aussi en passant plusieurs caillebotis.

17/01, Aartselaar (Belgique).
La voiture d'un délégué syndical et candidat local du parti libéral est incendiée devant son domicile.

17/1, Berlin (Allemagne).
Un camion du service de remise en état des routes de Strabag est incendié par *Des groupes autonomes* dans le quartier de Marzahn, en solidarité avec les défenseurs de la forêt de Dannenrod.

17/1, Leipzig (Allemagne).
En Saxe, les vitres du poste de police du quartier de Connewitz sont copieusement arrosées de pavés, feux d'artifice et peinture vers 2h45.

18/1, Essen (Allemagne).
Une voiture de patrouille garée devant le poste de police du quartier de Rellinghausen est incendiée dans la nuit, tandis que celui de la gare d'Essen-Kettwig mange pierres et peinture. « *Contre la répression ! Contre l'État ! Pour une année 2021 offensive !* » conclut le communiqué.

20/1, Mesnil-Amelot (France).
En Seine-et-Marne, une révolte incendiaire parvient à rendre

inutilisables 44 cellules dans deux bâtiments du centre de rétention (CRA). Sept sans-papiers, dont quatre spécifiquement pour l'incendie, sont renvoyés en procès.

22/1, Osnabrück (Allemagne). En Basse-Saxe, la pelleuse du chantier de pose de câbles de fibre optique pour une connexion rapide et permettant la 5G est incendiée vers 3h du matin.

22/1, Berlin (Allemagne). La permanence électorale des *Verts* du quartier de Wrangel perd ses vitres pendant que ses militants y discutent climat, pour dénoncer son rôle de collaboration avec le pouvoir dans les luttes contre les ingouvernables.

23/1, Pays-Bas. Après l'instauration d'un couvre-feu nocturne, des affrontements et émeutes d'une ampleur « *jamais vue depuis 40 ans* » éclatent dans presque toutes les grandes villes du pays, mais également dans de petites villes provinciales. Les émeutiers ne s'en prennent pas seulement aux forces de l'ordre, mais également à des commerces, des banques, des supermarchés et des institutions. Malgré les renforts policiers, les émeutes se poursuivent pendant trois jours.

25-26/1. A Soissons (Aisne), un mât supportant une caméra de vidéosurveillance est abattu à la disqueuse. Pendant ce temps à Plaisir (Yvelines), les employés qui en installaient une nouvelle se mangent projectiles et tirs de mortiers, tandis qu'à Reims (Marne) le lendemain deux

boté sept ans de travail à Avallon (Yonne) –la ville même dont le maire était président de l'ONF–, en sectionnant à mi-hauteur la cime de jeunes plants de pins *Douglas* sur près de 5 hectares, ce qui avait eu pour effet de les rendre inexploitable par les abatteuses... car ils pousseront désormais avec deux têtes.

Et puisqu'on en est aux haches, remontons dans le temps vers ces petits groupes de paysans jurassiens, qui à partir de février 1765 et pendant près d'une année menèrent une guérilla avec pour enjeu la forêt royale de Chauv, restée jusqu'à ce jour la deuxième plus vaste en chênes et en hêtres. Les ennemis d'alors étaient déjà bien identifiés : l'État qui s'accaparait son usage, les gardes des Eaux et Forêts chargés d'y faire régner l'ordre, et les industriels (verreries, forges pour la marine de guerre, salines) qui engloutissaient des quantités astronomiques de bois pour alimenter des fabriques en expansion. Grimés en femmes, le visage masqué ou enduit de suie, deux cents paysans bien vite surnommés les *Demoiselles* occupèrent soudain l'immense forêt pour la rendre à tous, y firent cesser l'approvisionnement ravageur des industries, chassèrent les gardes en s'emparant de leurs armes, non sans piller et détruire leurs maisons. Suite à l'impuissance d'un premier régiment de cavalerie venu de Besançon, peu familiarisé avec l'obscur forêt, dérouter par des *Demoiselles* insaisissables qui la connaissaient comme leur poche pour y mener des escarmouches, et bénéficiaient en outre d'un réseau de complicités, ce sont finalement des compagnies de grenadiers qui finirent par mettre provisoirement fin à la révolte en occupant deux villages pour y exercer toute la terreur dont ils étaient capables. Si le Roi dut malgré tout concéder aux paysans un rétablissement des usages antérieurs de la forêt de Chauv, cela n'empêcha pas que des individus déterminés continuèrent jusqu'en 1789 de pratiquer l'art antique de l'incendie. Nombre de lots de coupes de bois massives achetés par les maîtres des forges à la royauté furent ainsi régulièrement et sans pitié livrés aux flammes les années suivantes, plutôt que de les laisser alimenter des fabriques dévastatrices.

Quand on connaît l'usage des grands chênes que fit également un légendaire hors-la-loi quelques siècles plus tôt du côté de Sherwood, on se dit qu'il existe peut être un autre fil que celui qui court des charpentes de cathédrales aux champs de *Douglas* : celui tissé d'arbres retors, d'étoiles rieuses et de pas assurés, se coulant doucement dans la nuit afin de porter le fer et le feu en territoire ennemi...



| Cœurs ardents |

Comme disait le poète :

*Donnez-moi des cœurs ardents,
qui jamais ne se perdent dans le doute,
mais dans la victoire et dans la défaite
conservent un sourire invulnérable*

Des cœurs ardents. Qui se soucie encore des cœurs, désormais ? Et des poètes ? Certes, le pilote de bombardier efficace qui monte dans le ciel avec sa cargaison de mort a besoin d'un cœur sain et bien entraîné, et il est évident que celui qui s'apprête à enfile de petites balles de plomb dans la poitrine et l'estomac des autres avec l'aimable appui de sa mitrailleuse, ne peut être doté d'un instrument faible, en haut à gauche de son corps. Mais ardent ? Non, mon ami, dans ce cas tu aurais été écarté de la visite médicale comme un demi-cadavre, et tu n'aurais alors connu que par oui-dire le cratère ouvert par une grenade, la cruelle réalité des bombardiers dans les nuages mousseux, ou le petit – ou peut-être pas si petit – enfer sur le pont d'un navire quand l'acier des monstres ennemis joue avec la faux de la mort, fend les silhouettes et se rapproche toujours plus de tout ce qui vit à bord.

Et pensez ce qu'il en aurait été, chère Miss Johansson, si vous, oui vous, aviez eu un petit cœur ardent là, sous le frais renflement de votre blouse. Peut-être n'auriez-vous pas pu rester assise comme vous l'êtes à présent, le front gracieusement plissé, avec l'intention de sténographier si impeccablement dans votre bloc-note à carreaux ce que vous dit Monsieur le Directeur. Vous ne seriez peut-être même pas là, Miss Johansson. Peut-être que les choses auraient tourné différemment. Qui sait, qui sait. Les cœurs ardents sont tellement imprévisibles. Peut-être est-ce mieux ainsi. Peut-être est-ce mieux que votre cœur se soit refroidi avec le temps, monsieur bombardier, monsieur soldat à tout faire, et le vôtre aussi, petite miss à la sacoche. Après tout, il y a beaucoup d'autres choses qui brûlent, même si le cœur s'est éteint.

Et pourtant, pourtant une petite objection tente prudemment de sortir de l'obscurité béante, pourtant une horloge fait tic-tac, ou peut-être n'est-ce pas une horloge : un battement ferme et régulier dans le silence criard. Chut, vous entendez ? Des mitraillettes ? Non,

autres sont mises hors service grâce à des tirs d'armes à feu.

26/1, Barcelone (Espagne).
Lors d'une virée vers 19h à la tombée de la nuit, un petit groupe brise les vitres de six boutiques à coups de pierres dans la rue Gran de Sant Andreu : celle d'une agence immobilière (*Tecnocasa*), du local de la compagnie électrique *Endesa* et de quatre agences bancaires (*BBVA*, *Caixabank*, *Banco Santander* et *Banco Sabadell*). Un tag « *expulsions = émeutes* » est laissé sur place.

26/1, Viechtach (Allemagne).
En Bavière sur le mont Weigelsberg, une antenne-relais du réseau *Tetra* de la police est incendiée vers 10h du matin, la détruisant entièrement. La police criminelle soupçonne une attaque volontaire.

27/1, Plaisance-du-Touch (France).
En Haute-Garonne, les fils de connexions d'une armoire de fibre optique sont arrachés et coupés, privant tout le quartier d'internet pour la cinquième fois en deux ans.

28/1, Pierrelatte (Drôme). Les équipements situés au pied de l'antenne-relais 3/4G sont incendiés vers 3h du matin, coupant le réseau dans le coin.

28/1, Athènes (Grèce).
Des anarchistes revendiquent l'attaque à coups de marteau et de peinture contre le siège de l'entreprise américaine *Euromet* (services de paiement électronique) en solidarité avec la grève de la faim du prisonnier communiste Dimitris Koufoufodinas (ancien membre du groupe armé *17Novembre*) et des prisonniers anarchistes.

nuit du 28 au 29/1, Donneville et Fonbeauzard (Haute-Garonne). Vers 20h en banlieue de Toulouse, une première antenne-relais de *Bouygues* et *SFR* récemment transformée en 5G part en fumée, suivie d'une seconde de *Bouygues* (5G aussi) vers 2h du matin, qui desservait une zone riche en locaux commerciaux et artisanaux. Quelques heures plus tôt, la ministre déléguée chargée de l'Industrie était justement dans le département pour parler du déploiement de la 5G.

30/1, Etampes (France). En Essonne, un inconnu sectionne tous les fils d'une armoire de fibre optique, coupant internet, télévision et téléphone dans tout le quartier pendant plusieurs jours.

30/1 Thessalonique (Grèce). Le *Groupe anarchiste Tasos Tousis* revendique l'incendie contre deux fourgons d'un transporteur privé, *Geniki Taxydromiki*, et la façade de l'entreprise de sécurité *Galaxy* en solidarité avec Koufoudinas.

FÉVRIER 2021

2/2, L'Arbresle (France). Dans le Rhône, une armoire de fibre optique *SFR* est incendiée dans la nuit, coupant internet et téléphonie dans tout le quartier.

2/2, Oyonnax (France). Dans l'Ain, le mini-bus du centre social municipal part en fumée vers 2h30. Son prédécesseur avait connu le même sort le 6 novembre dernier.

2/2, Athènes (Grèce). *Des solidaires* revendiquent la dégradation de trois filiales bancaires à Kato Patisia, Metamorphose et Nea Ionia en solidarité avec Koufoudinas.

quelque chose de plus fort que leur roulement crépissant. Non, rien de tel. Grondements de canons, machines à écrire, slogans de haut-parleurs, sirènes d'ambulance ? Non. Alors, il ne reste pas d'autres possibilités. Mais non, pensez-y bien, pensez-y : si c'était cela, oui juste cette bizarrerie dont parlent les poètes et que taisent tous les autres. Pensez-y, miss Johansson, et vous tous, si au milieu du vacarme de la guerre et la clameur des rues se levait un jour un petit son argentin, léger, avec un message juste pour vos oreilles, vos petites oreilles, oui, juste pour vous, vous, toi. Oui, tout peut arriver, peut-être qu'une nuit, la lune cabossée de la poésie, fixant d'un œil froid les Flandres perdues, illuminera un feu qui ne réchauffera pas seulement les doigts engourdis, les pieds gelés dans des bottes rigides et les corps engourdis dans des capotes militaires. Non, pas un feu de camp allumé par des partisans glacés dans une des grandes forêts de la guerre, pas un feu de joie alimenté par des poteaux cassés d'une clôture ou d'une palissade, mais un feu de flammes impétueuses et constantes, destiné à durer et capable de redonner la chaleur de la vie aux corps gelés comme aux cœurs froids. Peut-être qu'un jour le premier cœur s'allumera, ou plutôt, peut-être s'est-il déjà allumé, peut-être les cœurs brûlent-ils déjà dans le gel des fronts, dans le blindage d'un sous-marin ou derrière les barbelés d'un camp de prisonniers, sous une lune flamande solitaire. Oui, qui sait. Peut-être qu'un jour le poète les aura ses cœurs ardents. Peut-être que le monde les aura. Oui, le monde aura besoin de cœurs ardents comme d'étoiles brillantes et de jeunes corps vigoureux et intacts, lorsque le temps de la guerre sera terminé et que viendra la paix. Les jeunes cœurs, les jeunes esprits, les jeunes corps rendront le monde à nouveau jeune.

« Les théologiens parlent et tentent de se faire comprendre dans le vacarme des tirs de barrage, au milieu des chenilles de la guerre qui avancent inexorablement. Et nous, les jeunes, écoutons et essayons de sauvegarder ces valeurs que nous considérons comme les plus élevées, nous les défendons avec nos mots, ils mettent des armes entre nos mains pour que nous puissions lutter pour elles. Et nous nous retrouvons avec notre amour pour notre prochain et pour tout ce qui est vivant, le ciel est bleu et haut, la rosée brille sur l'herbe des prés. Mais notre vue est brouillée par le bord d'un casque, gris comme une tempête d'automne, on ne voit pas les fleurs des prairies ni les oiseaux, parce qu'on essaie de repérer notre prochain à travers un viseur, afin d'ouvrir un trou dans cette merveille qu'est une poitrine vivante,

un cœur qui bat ». Voilà ce qu'écrivait il y a quelques temps un jeune homme, un ami, dans une revue pour la jeunesse. C'était un lycéen suédois auquel avait été épargné, sinon le casque d'acier, du moins les exercices avec la baïonnette et les salves de tirs contre des cibles humaines vivantes.

Beaucoup d'autres choses nous ont été épargnées. Il ne nous est pas arrivé que des bruits de pas résonnent soudainement dans les escaliers, que des poings de fer frappent violemment à notre porte et que des soldats étrangers à la voix dure nous tirent du lit pour nous traîner jusqu'aux camions qui nous attendent. Et il ne nous est pas arrivé que des mains brutales nous poussent dans des cellules étroites aux portes lourdes et aux murs épais, ni qu'elles nous forcent à passer par des chambres de torture, nous avons encore tous nos ongles et aucune trace de fouet ne nous lacère le dos. Et aucun d'entre nous, pas même un, n'a été emmené à l'heure brumeuse de l'aube, mis face à un peloton d'exécution et rempli de plomb. Non, nous sommes chanceux, ou du moins cela s'est bien passé, peut-être trop bien. Peut-être ne sommes-nous même pas capables d'apprécier notre destin tranquille. Peut-être même avons-nous appris avec une certaine froideur les récits des souffrances des autres, nous avons parcouru les nouvelles avec un regard indifférent et pensé : oui, bien sûr, c'est horrible, mais cela ne me concerne pas, ce n'est pas mon tour. Non, ce n'est pas ton tour, et pourtant c'est aussi le tien. C'est toi qui a été suivi dans les rues d'Oslo par des policiers armés, c'est ta vie qu'ils visent et c'est ton domicile qu'ils surveillent. Toi et ton existence, pourquoi... Pourquoi ? Ben, parce que tu as un cœur, bien sûr que tu l'as. Et parce que tu es jeune, bien sûr que tu l'es. Et parce que bientôt reviendra la lumière, c'est sûr qu'elle reviendra. Voici, pour toutes ces raisons, le cœur, la jeunesse et la lumière, nous vivons dans notre sécurité la vie des persécutés et nous attendons avec toute l'ardeur de notre âme le jour où les cœurs s'enflammeront, où ce seront les cœurs mêmes qui brûleront au-delà de toutes les frontières. Ce jour-là, le poète les aura ses cœurs ardents, sur lesquels le doute n'aura aucune prise, et qui affronteront la défaite avec le même sourire invulnérable de la victoire finale. Ce jour viendra, viendra bientôt. Nous le savons. Nous le sentons dans nos cœurs. Nos cœurs ardents.

Stig Dagerman,

Storm (Suède), revue des jeunes anarchistes,
décembre 1943

2/2, Athènes (Grèce).

Les *Noyaux d'action immédiate/Cellule de la solidarité révolutionnaire* revendiquent un barrage d'attaques incendiaires solidaires avec la grève de la faim de Koufondinas, rejoints par les prisonniers anarchistes Dimitrakis et Maziotis. Les attaques ont visé la *Fondation pour la recherche économique et industrielle* à Koukaki, le 3° *Bureau des Finances Publiques* à Kypseli, le domicile du secrétaire-général de la coordination des projets gouvernementaux, Stratos Mavroeidakou à Ilion, et un véhicule de police à Petralona.

3/2, Yutz (France).

En Moselle, le sabotage du câble en fibre optique de l'antenne *SFR* et *Bouygues* vers 21h30 met 52 autres émetteurs de téléphonie mobile en tilt dans une grande partie des communes du bassin thionvillois pendant plusieurs jours.

4/2, Castanet-Tolosan (France).

En Haute-Garonne, plusieurs grandes vitres et la porte de la façade en verre du collège ne résistent pas aux jets d'objets lancés depuis l'extérieur.

5/2, Innsbruck (Autriche).

Dans le quartier de Hötting, une voiture de flics est incendiée juste devant le commissariat vers 3h45. « *Nous envoyons une chaleureuse accolade à tous les révoltés de ce monde et à tous les (potentiels) émeutier.e.s contre le monde de la police. A bas tous les pouvoirs* » dit un communiqué.

5/2, Athènes (Grèce).

La *Cellule anarchiste d'attaque* revendique le placement d'un engin incendiaire à l'entrée du tribunal d'Evelpidon en solidarité avec Koufondinas.

5/2, Noisy-le-Sec (France).

En Seine-Saint-Denis, les vitres du pavillon-témoin du promoteur immobilier *Interconstruction* sont brisées, contre la gentrification qui suit les chantiers du Grand Paris. « *Contre la ville des riches* » précise un tag laissé sur place.

7/2, Martigné-sur-Mayenne (France).

En Mayenne, le sabotage de tous les fils d'une armoire de fibre optique prive quatre petites communes d'internet pendant au moins une semaine.

10/2 Athènes (Grèce).

Des anarchistes revendiquent la dégradation des distributeurs de billet de trois filiales bancaires à Pagrati, Vyronas et Agios Dimitrios en solidarité avec Koufondinas.

11/2, Thessalonique (Grèce).

Le *Noyau d'émeute nocturne* revendique l'incendie de deux fourgons de *La Poste* en solidarité avec Koufondinas.

11/2, Cugnaux (France).

En Haute-Garonne, on apprend que le quartier de Hautpoul est privé d'internet et de télévision depuis deux semaines suite à la section volontaire des 850 câbles en fibre optique d'une armoire du coin.

11/2, Baie de Prony (France).

Dans la colonie de Nouvelle-Calédonie, une journée de lutte placée sous le signe de la préservation de l'environnement se conclut par un nouvel assaut contre l'usine de nickel de Vale, dont un accostage par le lagon : plusieurs incendies et caillassages sont menés à bien contre le site minier. Depuis décembre, la compagnie a recensé près de 22 incendies volontaires contre ses infrastructures : quatre bâtiments

| D'où viennent les milliards de l'État ? |

Le système financier moderne et la création de monnaie

Nous sommes en mars 2020. La pandémie de covid19 et les mesures de confinement contraignantes prises par les gouvernements européens provoquent un ralentissement, puis une chute brutale des activités économiques. Sur les marchés financiers, on craint l'effondrement. Aux aguets depuis l'effondrement financier de 2008-2009, la Banque Centrale Européenne (BCE) annonce un programme massif de rachats des dettes publiques : le *Pandemic Emergency Purchase Programme*. Après âpres discussions, la BCE fixe son enveloppe à 750 milliards d'euros.

Juin 2020. L'enveloppe est augmentée de 600 milliards pour atteindre un total de 1350 milliards d'euros. La directrice de la BCE, Christine Lagarde, reste fidèle à son annonce au début du programme : « *Notre soutien à l'euro est sans limites* ».

Décembre 2020. Le soutien « *sans limites* » se concrétise par une nouvelle augmentation de 500 milliards d'euros, portant le total, en ce mois de février, à près de 2000 milliards d'euros. Vers la fin de l'année 2020, le total des dettes publiques dans la zone européenne avoisine les 11 000 milliards d'euros, soit en moyenne 95% du PIB.

Pris de vertige en lisant ces chiffres, on serait même tentés de renoncer à tout simplement se poser la question si évidente : *d'où viennent ces milliards ?* Pourquoi les États imposent partout des restrictions budgétaires en disant qu'il n'y a plus d'argent pour financer le système actuel de retraites, d'allocations sociales, etc., puis sortent de leur chapeau des montants astronomiques pour les mettre à disposition des institutions financières ? Pour répondre à ces questions, il faut s'aventurer dans les sphères ténébreuses de la politique monétaire et de la finance, sillonner les chemins empruntés par le capitalisme et suivre à la trace les États. Mais prévenons tout de suite : ne vous attendez pas à trouver une théorie économique qui explique tout (elle n'existe

pas, de l'aveu même des plus illustres charlatans de la science du capital qu'est l'économie), le voyage va être un peu rude.

Première étape : aux origines de la monnaie

L'origine de la monnaie a fait l'objet des fables les plus fantastiques de la part des économistes, pourtant leur mensonge fondamental est entré dans la plupart des esprits et des discours. L'argent serait à l'origine un simple « moyen d'échange » pour des objets qualitativement différents. En effet, comment déterminer la « juste » valeur d'échange entre des marchandises aussi disparates qu'un lot de poires et des planches de bois ? Selon le credo de la plupart des économistes, l'expression quantifiée de la valeur de chaque marchandise permettrait de réaliser leur échange contre d'autres à travers la monnaie. Pourtant, l'origine de la monnaie semble être bien différente, puisqu'il s'agissait la plupart du temps d'objets absolument inutilisables et non-consommables, comme des pierres, des coquillages ou des bouts de métal portant une empreinte sacrée. Ils servaient avant tout à affirmer, confirmer, justifier la position sociale du détenteur au sein d'une société hiérarchisée. C'était des signes distinctifs, sacralisés par des puissants (prêtres, princes, administrateurs,...), octroyant du pouvoir au détenteur et exigeant obéissance. La monnaie apparaît donc clairement comme un instrument de pouvoir au sein d'une société régie par différents pouvoirs, organisés en castes et en systèmes féodaux.

Bien plus tard, lorsque vers la fin de l'âge médiéval, le système féodal commence à s'effriter, ce qui serait peut-être la première banque transnationale est déjà en place. Si la banque *Fugger* n'émet pas de l'argent, elle dispose par contre d'un réseau de représentants à travers toute l'Europe où ses lettres de créance peuvent être échangées contre des pièces d'or ou d'argent. *Fugger* disposera d'un tel capital (qui revient avant tout à la fiabilité sans faille des lettres de créance qu'elle émet), que de nombreux royaumes et potentats font appel à ses services pour financer leurs armées et leurs expéditions militaires. L'apparition de la banque *Fugger* est quelque part le symbole de l'avènement d'une nouvelle ère : un temps où la monnaie, de fétiche de pouvoir, se transforme en principal intermédiaire d'échange. Contrairement à la société relativement stable de castes féodales, où la position sociale est déterminée par une myriade

de bureaux côté usine et sur mine; une partie des vestiaires et de l'atelier mine, et un stock d'huiles attenant ; dix-sept véhicules légers et plusieurs engins miniers ; un énorme stocks de pneus ; des tuyaux d'eau et des lignes haute tension.

12/2, Le Thor (France).

Un « *engin de fabrication artisanal* » est découvert devant l'entreprise *Circet*, spécialisée dans les télécommunications, la fibre optique et actuellement l'installation de la 5G. Les locaux et les alentours ont été évacués pour laisser travailler les démineurs. L'engin n'était pas factice, mais le système de mise à feu n'aurait pas fonctionné.

12/2, Thessalonique (Grèce).

Les *Noyaux d'action immédiate/ Organisation anarchiste d'action* revendiquent l'attaque à l'aide d'un explosif contre les bureaux de l'*Union Américaine-Hellénique* en solidarité avec Koufondinas.

13/2, Gorrion (France).

En Mayenne, une partie des ateliers municipaux consacrés à la mécanique et aux espaces verts part en fumée dans la nuit vers 2h40.

13/2 Athènes (Grèce).

Les *Noyaux d'action immédiate/ Cellule anarchiste de riposte violente* revendiquent deux attaques incendiaires : la première contre le domicile du lieutenant-général de la police hellénique à la retraite, Christos Kontaridis, ancien commandant des unités anti-émeutes et aujourd'hui candidat pour le parti *Nea Demokratia* ; la deuxième contre le domicile du brigadier-général, directeur du personnel de la police hellénique, Michalis Ladomenou.

« Soyons inventifs, essayons d'être une menace pour ceux qui dominent nos vies. Leurs maisons sont là-bas, leurs bureaux sont là-bas, tout est à portée de main, là dehors. » La revendication termine en saluant la grève de la faim de Koufoudinas et en appelant à la « *solidarité avec les prisonniers politiques, de la Grèce au Chili et de la France à l'Italie* ».

14/2 Thessalonique (Grèce).
Des compagnons / compagnones revendiquent le placement d'un engin explosif devant la maison du procureur Apostolos en solidarité avec la grève de Koufoudinas.

14/2 Thessalonique (Grèce).
L'association des amateurs de marteaux et des peintures/ secteur réparation immédiate et Le noyau anarchiste Ben Bamforth revendiquent les attaques au marteau et avec de la peinture contre le domicile du procureur Michailos ainsi que contre le domicile du procureur de la cour d'appel Papageorgiou en solidarité avec la grève de Koufoudinas.
« *Leur montrant qu'ils ne seront jamais ni nulle part à l'abri. La guerre vient de commencer.* »

15/2, Rome (Italie).
Des câbles en fibre optique sont enflammés le long de la voie du TGV. « *Contre le confinement comme expérience de contrôle de masse et accélérateur de la numérisation et de la médicalisation de nos vies. Une pensée pour Dimitris et pour ceux/ celles qui luttent dans les prisons.* » termine le communiqué.

16/2, Gigors-et-Lozeron (France).
Dans la Drôme, le local abritant le répartiteur *Orange* au pied d'une antenne *TDF* est incendié dans la nuit, coupant internet et téléphonie mobile à des centaines d'abonnés dans le coin.

extrêmement complexe de facteurs, l'accumulation de monnaie va pouvoir faire naître la figure du premier capitaliste : celui qui puise son pouvoir dans la vie et la mort des autres, principalement par la quantité de monnaie dont il dispose pour financer ses guerres. Et plus la monnaie s'impose comme intermédiaire principal d'échange, plus tout objet devient marchandise, c'est-à-dire quantifiable en termes de valeur monétaire.

Deuxième étape : la garantie de la monnaie

Pourquoi est-ce que l'argent, qui n'est au fond qu'un bout de métal gravé, de papier imprimé ou une suite de 1 et de 0 informatique, vaut quelque chose plutôt que rien ? Qui garantit la valeur de la monnaie ? Avec le déclin relatif des anciens émetteurs de monnaie comme signe distinctif (le sceau du roi, l'argent avec l'effigie du prince,...), la question devient assez nébuleuse. Aucune théorie économique n'a pu s'en sortir sans poser un axiome de base, à prendre ou à laisser. Pour les économistes classiques, c'est la loi du marché libre qui garantit la valeur – sauf qu'aucun marché n'a jamais été « libre ». Pour leurs concurrents, c'est l'État, régulateur suprême, qui en est responsable – sauf qu'aucun État n'a jamais joué de jeu propre. Pour les économistes marxistes, c'est le travail qui est compressé dans la valeur monétaire – sauf que de nombreuses activités de production ou de reproduction, sont encore aujourd'hui exclues du grand livre de comptabilité monétaire, et surtout, la notion marxiste de la valeur ne semble pas tenir compte du fait que, depuis les débuts du capitalisme et sous certaines formes jusqu'à aujourd'hui, une bonne partie des travailleurs était loin d'être « *de la main d'œuvre libre contrainte de vendre sa force de travail* » (soit le « prolétariat » dans sa définition marxiste), mais des esclaves ou des péons soumis par des puissances étatiques et militaires. Nous reviendrons plus loin sur le lien entre la guerre, la conquête, la monnaie et la valeur qui semble invalider une bonne partie de cette théorie sur l'accumulation (qui se révèle alors être plus « idéaliste » que « matérialiste », au sens où elle décrit, en fin de compte, un capitalisme « idéal » tel qu'il n'a jamais existé).

Si je tends un billet à un boulanger, il me donne du pain en échange. Pourquoi accepte-t-il ce billet, autrement

que par habitude ? Parce qu'il est confiant que ce billet sera lui-même accepté par un tiers comme forme de paiement. C'est encore plus clair lorsque cette confiance se dissipe : en cas de guerre, la valeur d'une monnaie peut par exemple dégringoler très rapidement. D'un jour à l'autre, plus grand monde n'acceptera le billet et beaucoup commenceront à exiger quelque chose de plus « concret » comme forme de paiement. La confiance semble donc bien constitutive de la monnaie, mais en même temps comme le note à juste titre un critique marxiste, « *on ne peut expliquer la monnaie par la confiance, puisque la confiance s'explique par la monnaie* ». La monnaie semble donc être également autre chose, une véritable « institution » en soi, au sens où elle s'impose de force comme incontournable à l'ensemble de la société.

Mais si la monnaie est une institution qui inspire confiance chez ses utilisateurs, sur quoi se base alors cette institution, qui garantit à la fois sa constance et sa pérennité ? Voilà que nous pénétrons à l'ombre de l'État. De fait, si la monnaie a toujours eu de garants (toujours faillibles, comme pouvaient être les lettres de créance émises par les premières banques à la fin du Moyen-Âge), il semble aujourd'hui n'y en avoir qu'un seul : l'État. Seul l'État, comme « *organisation de la puissance* », dispose de moyens de coercition nécessaires pour imposer la monnaie. Cela mène les économistes de gauche, partisans de l'intervention étatique, à la confusion que la monnaie ne serait qu'une simple création de l'État et serait donc gérable et modifiable par la politique. Mais si l'État intervient certes pour *garantir* sa monnaie, il n'est par contre pas le maître du jeu : il agit, en effet, comme s'il était une banque. Mais bien sûr pas n'importe laquelle, puisqu'il est doté d'une armée, d'une police, de prisons, de tribunaux, d'un appareil fiscal, et cela fait toute la différence.

Troisième étape : la super-banque

En 1657, un certain Johan Wittmacher reçoit du roi Charles Gustave de Suède la permission de fonder la *Banque de Stockholm*. Anobli, ce marchand hollandais d'origine lettone devient alors Johan Palmstruch. S'inspirant des banques de dépôt déjà présentes à Amsterdam, il rajoute cependant deux innovations financières fondamentales : il va financer directement des prêts à grande échelle en utilisant l'argent réel déposé sur les comptes, plutôt qu'à partir de la fortune des propriétaires de la banque. Et pour résoudre le problème du décalage entre des montants prêtés (à long terme) qui peuvent dépasser le montant disponible au retrait (déposés à court terme), il invente alors la note de crédit, *Kreditivsedlar*, premier *billet de banque* européen, qui était bien sûr supposé être échangeable à tout moment contre de l'or et de l'argent détenu par la banque. Ces *Kreditivsedlar* eurent tellement de succès parmi les marchands, que Palmstruch n'a pas pu s'empêcher d'en imprimer plus que les réserves de métal précieux dont disposait sa banque. Quelques années plus tard, en 1668, la Banque s'écroule. Les *Kreditivsedlar* ne valent plus rien et Palmstruch est condamné à l'exil permanent ou la mort, mais il meurt au bout de deux années d'incarcération. Reprise par l'État et transformée en *Banque de Suède*, elle deviendra dès 1668 la première banque centrale. En 1694, la *Banque d'Angleterre* est fondée à son tour. Elle est gérée par des financiers privés qui commencent par prêter 1,2 millions de *pounds* à l'État pour qu'il puisse financer la reconstruction de sa force navale et continuer sa guerre contre le rival français. En échange, l'État anglais émettait des bons qu'il s'engageait à honorer. En 1844, devenu un organisme public « indépendant de l'État », la Banque d'Angleterre se vit finalement octroyer le monopole sur l'émission de l'argent fiduciaire (les billets

et les pièces de la monnaie nationale). Au cours des siècles, suivront peu à peu la création des autres *Banques Centrales* des États. Si leurs formes et fonctions varient, le principe des banques centrales contemporaines est grosso modo resté le même.

Démystifions tout de suite à ce propos une croyance bien répandue et entretenue au fil des siècles par plus ou moins toutes les écoles économistes (y compris marxiste) : la monnaie fiduciaire émise par l'État à travers les Banques Centrales correspondrait aux réserves d'or détenues par ces dernières (ce que le rusé Palmstruch n'avait pas respecté). Plutôt que d'être une réalité, on a toujours fait *semblant de croire* que c'était vrai. En matière monétaire, les États ne se sont par exemple jamais privés d'augmenter les volumes de monnaie en circulation, notamment pour financer des guerres, sans augmenter d'autant leurs réserves. De fait, l'étalon-or n'a jamais été une mesure « objective » et « neutre » pour garantir la valeur de la monnaie fiduciaire, mais a toujours été le fruit de politiques monétaires, qui peuvent être plus ou moins désastreuses, comme l'emploi immodéré de la fameuse « planche à billets » (qui consiste pour un État à accroître sa puissance financière... en imprimant plus de monnaie). C'est en fait un secret de Polichinelle que tous les États y ont eu discrètement recours, en acceptant l'inflation (la perte de la valeur de la monnaie) qu'elle génère presque toujours. En 1973, la voile tomba définitivement lorsque le président américain Nixon annonça la non-convertibilité des dollars en or (ce qui était déjà le cas pour ceux circulant à l'intérieur des États-Unis). Après la Deuxième Guerre Mondiale, quasi toutes les réserves mondiales d'or étaient conservées aux États-Unis, ce qui avait permis de rendre le dollar comme devise presque exclusive pour le commerce international, et quand De Gaulle envoya par exemple un destroyer

à New York pour exiger la restitution de l'or français, le navire militaire reparti bredouille : l'or ne sera jamais « rendu ». À partir de 1973, il devint donc clair qu'il n'existait plus d'étalon-or pour garantir la valeur de la monnaie, et que cela était déjà le cas depuis quelques décennies.

Mais dans ce cas, *qu'est-ce qu'est alors la monnaie aujourd'hui ?* En réalité, il s'agit de monnaie de crédit, c'est-à-dire d'argent-dette. Et si chaque billet émis est aujourd'hui une reconnaissance de dette, les échanges effectués à travers les échanges de billets ne sont donc rien d'autre qu'une circulation de dettes. Cela vaut autant pour la monnaie fiduciaire (qui est une reconnaissance de dette par la Banque Centrale qui l'a grosso modo émise sur la base de ses prêts octroyés à l'État, comptant sur le fait que ce dernier rembourse toujours d'une manière ou d'une autre), que pour la monnaie dite virtuelle, ou de crédit.

Quatrième étape : la monnaie centrale et la monnaie commerciale

Pour pénétrer dans la notion d'argent-crédit, il faut évidemment se pencher sur le fonctionnement des banques. Il existe en fait deux formes d'argent. La première, c'est la *monnaie centrale* (ou base monétaire). Il s'agit de la somme totale de l'argent scriptural et fiduciaire (émis par la Banque Centrale) en circulation. Les pièces et billets ne représentent aujourd'hui pas plus de 10% de la totalité de la *monnaie centrale* : les 90% restants sont de la monnaie scripturale détenue par les banques commerciales sur leurs comptes auprès de la Banque Centrale (dont l'accès leur est exclusivement réservé). Afin de s'entendre, la monnaie scripturale est de la « monnaie virtuelle » : elle est créée, et détruite, par une simple inscription informatique sur les livres de compte.

Les banques commerciales détiennent ainsi ce qu'on appelle des *réserves obligatoires* au sein de la Banque Centrale, une sorte de fond de roulement détenu en monnaie centrale. C'est par le biais de ces réserves qu'elles s'acquittent chaque jour des soldes à régler entre elles (ce qui s'appelle la *compensation*). Concrètement, l'ensemble des transactions interbancaires journalières sont calculées (dépôts, retraits, paiements,...), puis le solde négatif ou positif est appliqué sur leurs réserves fractionnaires. Lorsqu'une banque ne détient pas assez de ces réserves pour acquitter son solde quotidien, elle emprunte la différence à d'autres banques (*prêt interbancaire*), ce qui revient au final à se procurer plus d'argent auprès de la Banque Centrale.

D'où vient cette *monnaie centrale* et comment est-ce que les banques peuvent s'en procurer ? C'est la Banque Centrale qui la crée en la mettant à disposition des banques commerciales. Pour augmenter leur volume de monnaie centrale, les banques commerciales doivent ainsi se *refinancer* auprès de la Banque Centrale. Sauf que ce terme de « refinancement » est trompeur, car il pourrait faire penser que les banques commerciales doivent payer pour obtenir cette monnaie centrale (comme elles le font lorsqu'elles achètent des billets et des pièces, à leur valeur nominale, auprès de la Banque Centrale). En fait, il n'en est rien. Auparavant, les banques commerciales devaient en effet faire remonter leurs créances (l'argent que des particuliers ou des entreprises leur devaient) à la Banque Centrale, qui les leur rachetait et leur donnait de la monnaie centrale en échange. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Les *réserves obligatoires* détenues par les banques commerciales auprès de la Banque Centrale sont désormais non seulement rémunérées (en Europe en tout cas), mais par un jeu entre actifs et passifs (car la *monnaie centrale* est un système fermé), les

excédents de chacune sont « absorbés » par la Banque Centrale et remis à leur disposition sous forme de liquidités. Cela peut rester très ténébreux, et c'est parce bien parce que *les comptes ne tournent pas rond*, mais cela deviendra un peu plus clair plus tard.

La deuxième forme de monnaie est la *monnaie commerciale*. Elle est purement et simplement créée par les banques commerciales. En théorie, il existe un lien entre les *réserves obligatoires* dont dispose une banque auprès de la Banque Centrale et le volume de cette monnaie commerciale qu'elle peut créer. Dans la zone euro, ce taux est de 1%. En gros, pour chaque euro détenu en *monnaie centrale* dans ces fonds auprès de la Banque Centrale, une banque peut prêter 99% en *monnaie commerciale* à des particuliers et des entreprises. De fait, l'influence de ce taux est devenue quasiment nulle, dans le sens que les Banques Centrales ne refusent presque jamais d'octroyer plus de liquidités aux banques commerciales (sauf dans le cas où une banque n'est clairement pas stable). Dans certains pays, ce taux n'existe même pas (en Australie, Suède ou Canada, par exemple).

Mais comment une banque peut-elle alors créer de la *monnaie commerciale* ? Tout simplement, en l'inscrivant dans ses comptes ! Cela dément la croyance bien répandue que les banques ne font que prêter les avoirs de leurs propres clients. Il n'est en rien : pour chaque prêt octroyé, la banque inscrit le crédit dans ses comptes. Elle crée de l'argent, et cela, *de fait*, sans autres limites que celles que prescrit sa propre stratégie, notamment déterminée par la solvabilité des clients emprunteurs. Quand les banques commencent à prêter à foison sans plus s'assurer de la solvabilité des emprunteurs (comme ce fut le cas avec la crise des *subprimes* de 2008, les prêts hypothécaires à taux variable aux États-Unis), puis utilisent ces crédits inscrits dans leurs comptes pour financer des opérations fi-

nancières supplémentaires, elles créent non seulement de l'argent *ex nihilo* (ce qui est de toute façon le cas), mais cette fois sans contrepartie soutenable. Ces prêts deviennent alors *toxiques*, au sens où ils ne rapportent plus rien à celui qui détient ces créances.

Cinquième étape : d'où viennent alors les milliards spécial Covid ?

Commençons par se poser la question de comment un État se finance lui-même. En tant qu'*organisation de la puissance*, elle est plus ou moins la seule (les différents mafias et rackets mis à part) à pouvoir extorquer purement et simplement de l'argent à ses sujets sous forme d'impôts et de taxes. La fiscalité est donc une source majeure pour les recettes de l'État. Sans compter ce que les économistes et les théoriciens des « situations idéales » omettent généralement, à savoir que les États pratiquent aussi, de façon constante et systématique, une prédation extérieure, sous forme de guerre, de conquête et de colonisation, dont les recettes ont joué, et continuent à jouer, un rôle prépondérant dans la domination et la puissance des États occidentaux.

En plus de ses recettes fiscales, et en laissant de côté le mécanisme de la « planche à billets » qu'on a déjà évoqué, un État se finance également en émettant des titres (soit des reconnaissances de dette) : d'une part des bons du Trésor (à court terme) et d'autre part des obligations (à moyen et long terme). Ces titres sont assortis d'un taux d'intérêt (notons en passant que depuis 2019, il y a des titres d'État qui sont même émis à taux négatif...) dont l'État s'acquitte en plus du montant prêté lorsqu'ils arrivent à échéance, et qui sont vendus sur le « *marché primaire* ». Puis, ils sont ensuite échangés sur le « *marché secondaire* ». Exemple : une banque achète 2000 bons du Trésor à 1000 euros,

à un taux de 2%, avec une échéance de 2 ans (montant prêté à l'État : 2 millions), puis les revend sur le marché secondaire à 1100 chaque (bénéfice réalisé : 200 000 euros). L'État emprunte en permanence... et notamment afin de rembourser ses précédents emprunts arrivés à échéance. Lorsqu'ils sont considérés comme d'une solidité indiscutable (l'État ne disparaît pas du jour au lendemain avec l'argent de ses coffres), le système fonctionne à merveille pour un certain nombre de pays. A l'inverse, les taux deviennent « exorbitants » lorsque leur fiabilité n'est pas très élevée et qu'ils risquent de ne pas pouvoir rembourser (comme ce fut presque le cas pour la Grèce en 2010). Cependant, au total, l'impossibilité momentanée de pays périphériques à rembourser leurs dettes n'influence que moyennement la stabilité du système financier mondial : la Grèce s'est par exemple vu racheter ses dettes étatiques sans trop de problèmes par les banques françaises et allemandes (bien sûr en échange de programmes drastiques de réduction de dépenses publiques, à l'instar que ce que subissent depuis les années 80 les « pays en développement » sous la coupe du *Fonds Monétaire International*).

Ceci étant entendu, les fonds covid ne sont pourtant pas uniquement de nouvelles dettes d'État, mais quelque chose de plus fort encore. Depuis l'effondrement financier de 2008 en effet, les États emploient une politique monétaire appelée laconiquement « *assouplissement quantitatif* ». Inauguré par la *Réserve Fédérale* aux États-Unis, puis mis en pratique par la *Banque Centrale Européenne* (BCE) sous une forme plus ou moins maquillée, l'*assouplissement quantitatif* consiste à ce que la Banque Centrale rachète elle-même massivement des dettes publiques. Pour ce rachat, elle sort l'argent *ex nihilo*, c'est-à-dire à travers une simple augmentation de *monnaie centrale*. Dans le cas des États-Unis, la *Réserve*

Fédérale le fait de façon directe, sur le *marché primaire* : elle achète directement des titres émis par l'État, qui dispose ensuite de liquidités supplémentaires. Dans le cas de la zone européenne, le procédé employé est un peu différent : la BCE rachète des titres sur le *marché secondaire* (donc des titres d'État détenus par des acteurs privés), octroyant ainsi de nouvelles liquidités aux acteurs financiers. En gros, tout en considérant que les Banques Centrales sont des « organismes publics indépendants de l'État », *l'État se finance lui-même ainsi que les acteurs financiers en créant de la monnaie*. Cette création de monnaie est donc bien virtuelle : elle consiste tout simplement à rajouter des zéros aux comptes détenus par chaque banque auprès de la Banque Centrale, qui refourguent ensuite ces liquidités à tous les acteurs financiers (comme les assurances, les fonds spéculatifs, les fonds de pensions, etc.). D'où sortent donc ces milliards ? D'un procédé de création de monnaie scripturale. *Ex nihilo*.

Dans la même idée, l'État peut aussi opérer des renflouements (*bailout* en anglais) lorsque des entreprises considérées d'une importance vitale pour l'ensemble de l'économie (banques, secteur militaire ou transports) se retrouvent en difficulté. L'État intervient de fait comme le *prêteur ultime*, souvent accompagné par d'autres grands acteurs financiers stables, renflouant les caisses de l'entreprise en question de liquidités en achetant ses actions, mais surtout en titres de prêts qu'il lui octroie. Puis, une fois que l'entreprise s'est rétablie, elle passe au rachat de ces titres (cela dit en passant, les banques qui ont vu leurs caisses renflouées par les États en 2009 et 2010 ont quasi toutes entièrement remboursé leurs prêts). Cela donne un exemple éclatant de l'imbrication nécessaire et incontournable du capitalisme et de l'État.

Sixième étape : les faux critiques

À gauche, on s'indigne que les Banques Centrales puissent renflouer les caisses des banques, dénonçant la « financiarisation du capitalisme » en l'opposant à « l'économie réelle ». À droite, on s'indigne que les États s'endettent et interviennent sur les marchés, dénonçant « une régulation artificielle » et un « forçage des marchés ». Comme il devrait être clair de notre petit voyage, l'État et le capital ne peuvent exister l'un sans l'autre. Le « libre marché » tel qu'un Adam Smith se l'imaginait n'a jamais existé, tout comme les grands État n'ont jamais pu exister sans la création perpétuelle de nouveaux marchés. Le capitalisme a toujours été régulé, la seule chose qui change au fur et à mesure de son évolution et de ses restructurations, c'est comment il est régulé. *L'économie réelle* ne peut jamais exister sans la finance. Aucun échange n'est possible sans son intervention. La seule chose qu'on peut effectivement dire, est que la sphère financière s'est considérablement élargie depuis 1973. La création vertigineuse de *monnaie commerciale* par les banques ne repose en effet pas ou plus sur la production « réelle » de marchandises et de services, mais cette équation n'a jamais été fondamentale dans l'accumulation du capital. Ce qui est fondamentale, c'est la *circulation* de l'argent. La finance et la monnaie, c'est un peu comme l'huile qui évite que les rouages de la machine ne se grippent. Mais la qualité de l'huile ne reste pas constante, et la machine doit effectivement tourner toujours plus vite afin de réaliser son fameux 5% de rendement (ce taux de bénéfice est généralement retenu comme commercialement idéal et a été le guide tout au long des siècles de déprédation et d'exploitation capitaliste). Pour que la machine continue à tourner, il faut sans cesse rajouter de l'huile : faire circuler plus rapidement et plus massivement le capital investi. Ainsi, la restructuration entamée

à partir des années 1970 avec son lot de délocalisations, baisse de salaires, automatisation, flexibilisation pour arriver au cours des années 1990 à une hausse de la productivité un peu comparable à celle des Trente Glorieuses (1945 à 1973), a tout simplement requis une expansion du marché financier mondial. Sans la possibilité de déplacer les investissements rapidement d'un bout du monde à l'autre, en quête de la moindre augmentation du profit projeté, le capitalisme mondial aurait, certainement stagné.

Si les États n'avaient pas injecté en 2008 des liquidités dans le marché financier (par le biais de l'assouplissement quantitatif décrit plus haut), les rouages de l'économie mondiale se seraient grippés. De même, si en 2020 les États n'avaient pas lancé de nouveaux programmes monétaires « non-conventionnels » (qui tendent toutefois à devenir très conventionnels), l'économie ne serait pas en train de se relever comme cela semble être le cas depuis quelques mois. La question, toujours en suspens, est simplement la suivante : *à quand la prochaine échéance ?* D'autant plus que les banques commerciales ne se concentrent, depuis longtemps, plus uniquement sur les prêts, mais vendent et investissent dans tout type de produits financiers, dont la croissance et la diversité est telle que même les vendeurs et les acheteurs ne savent souvent plus ce qu'il y a réellement dedans.

Aujourd'hui, à en croire les annonces émanant des organismes boursiers, la course semble surtout être engagée dans les matières premières, dont les prix ne cessent de grimper en vue d'une reprise économique mondiale. Avec les liquidités vertigineuses mises à disposition des acteurs financiers par les États, un nouveau round peut commencer. Et il ne semble pas que,

comme l'espèrent les politiciens qui en général n'y comprennent plus ou moins rien, ces liquidités vont être utilisées en premier lieu pour des investissements dans leur chère « économie réelle », « industrie nationale » etc. C'est tout simplement que la circulation toujours plus frénétique du capital, couplé à une relative instabilité mondiale (pandémie, changement climatique, guerre, endettement des États) ne le stimule pas. Ce scénario de la course d'un effondrement financier à l'autre ne semble donc pas prêt de s'arrêter, mais plutôt de devenir le mode adapté à la nouvelle économie 4.0.

Tant que les États pourront intervenir en créant de la monnaie (et en appauvrissant leurs sujets), la course pourra continuer. Mais le jour où ce n'est plus un pays périphérique comme la Grèce ou l'Irlande qui se retrouvera au bord du défaut de paiement, mais des pays comme la France, personne ne peut dire ce qui pourra se passer.

•••

